



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 11 JUILLET 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1597

Nominations

No 1087 Elec.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier 1903, de nommer M. William Power, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Québec, en remplacement de M. John Gabriel Hearn, dont le terme d'office est expiré.

No 1088 Elec.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier 1903, de renommer M. Thomas Davidson, dont le terme d'office est expiré le 30 juin dernier, et de nommer le Rév. D. Walkins, membre de la commission scolaire protestante de la cité de Québec, ce dernier en remplacement du Rév. E. J. Etherington, qui a quitté les limites de la province. 2307

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11th JULY, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1598

Appointments

No. 1087 Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last, 1903, to appoint the Mr. William Power, a member of the catholic school commission of the city of Quebec, to replace Mr. John Gabriel Hearn, whose term of office has expired.

No. 1088 Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Election of two schools commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of June last, 1903, to appoint Mr. Thomas Davidson, whose term of office expired on the 30th of June last, and to appoint the Revd D. Walkins, a member of the protestant school commission of the city of Quebec, the latter to replace the Revd E. J. Etherington, who has left the limits of the province. 2308

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 15 juin 1903, de nommer M. Joseph Magloire Bordua, de la ville d'Acton, greffier de la cour de circuit, dans et pour le comté de Bagot, siégeant à Acton.

2321

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

▲ Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATORZIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATORZIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

▲ Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1955

Avis du Gouvernement

No 2851.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to appoint by an order in council, dated the 15th June, 1903, Mr. Joseph Magloire Bordua, of the town of Acton, clerk of the circuit court, in and for the county of Bagot, sitting at Acton.

2322

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FOURTEENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTEENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem nece ssary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTIETH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1956

Government Notices

No. 2851.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th

30 juin dernier, 1903, de détacher de la municipalité scolaire de N.-D. des Anges de Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre officiel de N.-D. des Anges de Stanbridge, savoir : Nos 116, 128, 126, 142, 110, 111, 112, 115, 140, 141, 113, 114, 105, 107, 139, 124, 120, 144 et 145 ;

Du cadastre du "canton" de Stanbridge, les lots suivants savoir : Nos 744, 748, 745, 746, 738 jusqu'à 752, inclusivement, et annexer tous ces divers lots pour les fins scolaires, à la municipalité de Bedford, dans le même comté.

Cette annexion devant prendre effet le 1er juillet 1903. 2305

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Armand.

Lot 60, du rang B, à Gab. Raymond.

Canton Pelletier.

5e rang.

Lot 5, à Eug. Roy.

Lot 6, à Nap. Roy.

Lot 7, à Marc. Roy.

Lot 8, à Geo. Roy.

Canton Demeules.

Lot 31, du 4e rang, à Catherine Desbions.

Canton Taillon.

Lots 1 et 2, du 3e rang, à Wilfrid Bouchard.

Lot 1, du 4e rang, à Wilfrid Bouchard.

Canton Tremblay.

Lot 35, du 10e rang, à J. Maltais.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 11 juillet 1903.

2333

No 1618.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-sixième jour d'août prochain, 1903, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,

Secrétaire.

Québec, 11 juillet 1903.

2331

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jean Joseph Lavoie, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-George, comté et district de Beauce, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Louis Moisan, notaire public, du même endroit, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

2107-5

of June last, 1903, to detach from the school municipality of N. D. des Anges de Stanbridge, county of Missisquoi, the following lots of the official cadastre of N. D. des Anges de Stanbridge, to wit: Nos, 116, 128, 126, 142, 110, 111, 112, 115, 140, 141, 113, 114, 105, 107, 139, 124, 120, 144 and 145 ;

Of the cadastre of the township of Stanbridge, the following lots, to wit : Nos. 744, 748, 745, 746, 738 to 752, inclusively, and annex all these several lots to the school municipality of Bedford, in the same county.

This annexation will take effect only on the 1st of July, 1903. 2306

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Armand.

Lot 60, of range B, to Gab. Raymond.

Township Pelletier.

5th range.

Lot 5, to Eug. Roy.

Lot 6, to Nap. Roy.

Lot 7, to Marc. Roy.

Lot 8, to Geo. Roy.

Township Demeules.

Lot 31, of 4th range, to Catherine Desbions.

Township Taillon.

Lots 1 and 2, of 3rd range, to Wilfrid Bouchard.

Lot 1, of 4th range, to Wilfrid Bouchard.

Township Tremblay.

Lot 35, of 10th range, to J. Maltais.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Québec, 11th July, 1903.

2334

No. 1618.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, in Quebec, on Wednesday, the twenty sixth day of August next, 1903, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

PAUL DE CAZES,

Secretary.

Québec, 11th July, 1903.

2332

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Jean Joseph Lavoie, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint George, county and district of Beauce, by which he asks the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of Louis Moisan, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

2108

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, le 13 juillet 1903, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHL,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

1843-8

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tourant ou non, et les dimensions de ce pont-tourant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Hull, the 13th July, 1903, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,
Deputy minister

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

1844

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; or the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and

demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1595

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière ombé dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de lademande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporation existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal

printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1596

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Weir, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affect-

français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production

ed; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3 All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of

d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq' amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

2251

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que John MacNider, William Astle, John Astle, John Crawford et William Turriff, tous de la municipalité du village du Petit Métis, dans le comté de Matane, sous le nom de compagnie de cimetièrre du Petit Métis, sous deux mois après la première publication de cet avis, s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir un ordre en conseil, confirmant un acte de vente de William Turriff, du dit village du Petit Métis, à eux en fidei commissis, passé devant Jean Ernest L'Arrivée, notaire, le quatorzième jour d'avril 1903, du morceau de terre suivant situé dans le troisième rang de la seigneurie Perras, dans le dit village du Petit Métis, savoir: une partie du lot 374, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave de Métis, contenant un acre de front sur un acre et demi de profondeur; borné au nord par le chemin de front du dit troisième rang, à l'ouest par Alexander Turriff, et au sud et à l'est par le dit William Turriff, et de constituer les dits requérants et leurs successeurs en office en une

such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

2252

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that John MacNider, William Astle, John Astle, John Crawford and William Turriff, all of the municipality of the village of Little Metis, in the county of Matane, under the name of the Cemetery Company of Little Metis, after the expiry of two months from the first publication of this notice, will make application to the Lieutenant Governor of the province of Québec, for an order in council, confirming a deed of sale from William Turriff, of the said village of Little Metis, to them in trust, passed before Jean Ernest L'Arrivée, notary, on the fourteenth day of April, 1903, of the following parcel of land situate on the third range of the Perras seignior, in the said village of Little Metis, viz: a part of lot 374, of the official cadastre of the parish of Saint Octave de Metis, containing one acre frontage by an acre and a half in depth; bounded on the north by the front road of the said third range, on the west by Alexander Turriff, and on the south and east by the said William Turriff, and to constitute the said

corporation sous le susdit nom de Compagnie de Cimetière du Petit Métis.

Le tout conformément à la section 5253 des statuts révisés de la province de Québec.

T. F. ASTLE,
2327 Solliciteur des requérants.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2495.

Dame Odila Poulin, épouse de E. Eusèbe Bouchard, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 8 mai 1903. 2329

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1921.

Dame Alexina Forget, épouse de Alexandre Lefebvre, hôtelier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexandre Lefebvre, hôtelier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22e jour de juin courant.

D. A. LAFORTUNE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 26 juin 1903. 2245.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1572.

Dame Malvina Lavoie, épouse de Louis Champagne, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. H. JOANETTE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 16 juin 1903. 2219-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1876.

Dame Edwidge Martineau, de la paroisse de Saint-Léonard Port-Maurice, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Stanislas Corbeil, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 16 juin 1903. 2137-4

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 519.

Avis est par le présent donné que Dame Exilda Rivard, de la ville de Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Adrien Houle, plongeur, du même lieu.

Ls. BLONDIN,
Procureur de la demanderesse.
Grand'Mère, 15 juin 1903. 2159-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2637.

Dame Albina Durand, épouse de Joseph Ed. Vachon, ouvrier, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son dit époux en séparation de biens.

J. L. BOISSONNAULT,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 28 mai 1903. 2061-5

applicants and their successors in office a corporation under the above name of the Cemetery Company of Little Metis.

The whole in conformity with section 5253 of the revised statutes of the province of Quebec.

T. F. ASTLE,
2328 Solicitor for applicants.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 2495.

Mrs. Odila Poulin, wife of E. Eusèbe Bouchard, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th May, 1903. 2330

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1921.

Dame Alexina Forget, wife of Alexandre Lefebvre, hotelkeeper, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said Alexandre Lefebvre, hotelkeeper, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been, on the 22nd day of June instant, instituted in this cause.

D. A. LAFORTUNE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 26th June, 1903. 2246

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1572.

Dame Malvina Lavoie, wife of Louis Champagne, both of the city of Saint Henri, district of Montreal, has, this day, sued her husband in separation as to property.

J. H. JOANETTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th June, 1903. 2220

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1876.

Dame Edwidge Martineau, of the parish of Saint Leonard Port-Maurice, in the district of Montreal, wife common as to property of Stanislas Corbeil, farmer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof by a judge of the superior court of this district, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th June, 1903. 2138

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 519.

Notice is hereby given that Dame Exilda Rivard, of the town of Grand'Mère, in the district of Three-Rivers, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, Adrien Houle, plunger, of the same place.

Ls. BLONDIN,
Attorney for plaintiff.
Grand'Mère, 15th June, 1903. 2160

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2637.

Dame Albina Durand, wife of Joseph E. Vachon, laborer, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her said husband in separation as to property.

J. L. BOISSONNAULT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 28th May, 1903. 2062

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1407.
 Dame Edwidge Queanel, épouse de Charles Legault
 dit Deslauriers, cultivateur, de la paroisse de
 Dorval, dans le district de Montréal, dûment au-
 torisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Charles Legault dit Deslauriers, cultivateur,
 du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, ce jour.
 D. A. LAFORTUNE,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 8 juin 1903. 2103-5

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 No 47.
 Dame Agnès Lambert dit Champagne, de la cité
 de Sherbrooke, dans le district de Saint-François,
 épouse commune en biens de Thomas Nadeau, du
 même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en
 justice, a, ce jour, intenté une action en séparation
 de biens contre son dit époux.
 CHAS. C. CABANA,
 Procureur de la demanderesse.
 Sherbrooke, 5 juin 1903. 2063 4

Dame Laura Lillian Foster, de Coaticook, dans le
 district de Saint-François, épouse de John William
 McNicol, de la cité de Sherbrooke, dans le dit dis-
 trict, commis, a, ce jour, poursuivi son dit mari en
 séparation de biens devant la cour supérieure du
 district de Saint-François, sous le No 48.
 W. L. SHURTLEFF,
 Avocat de la demanderesse.
 Coaticook, 1er juin 1903. 2057.5

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 Dame Melvina Chenette, des cité et district de Saint-
 Hyacinthe, épouse commune en biens de Pierre
 Pelletier, menuisier, du même lieu,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit Pierre Pelletier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, par la demanderesse en cette cause, contre
 le défendeur.
 V. ERNEST FONTAINE,
 Procureur de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 5 juin 1903 2073-5

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Arthur & Côté, de South Durham,
 P. Q., Faillis.
 Avis est par le présent donné que, le 2e jour de
 juillet 1903, par ordre de la cour, le soussigné a été
 nommé curateur des biens des dits faillis, qui en
 ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créan-
 ciers.
 Les réclamations assermentées doivent être dépo-
 sées devant moi sous trente jours de la date de cet
 avis.
 JOHN McD. HAINS,
 Curateur.
 Bâtisses Fraser,
 43, rue Saint-Sacrement, Montréal.
 Montréal, 2 juillet 1903. 2309

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1407.
 Dame Edwidge Queanel, wife of Charles Legault
 dit Deslauriers, farmer, of the parish of Dorval,
 in the district of Montreal, duly authorized to
 appear in judicial proceedings, Plaintiff ;
 vs.
 The said Charles Legault dit Deslauriers, farmer,
 of the same place, Defendant.
 An action for separation of property has been,
 this day, instituted in this cause.
 D. A. LAFORTUNE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 8th June, 1903. 2104

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 No. 47.
 Dame Agnès Lambert dit Champagne, of the city
 of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife
 common as to property of Thomas Nadeau, of the
 same place, farmer, duly authorized to ester en jus-
 tice, has, this day, taken an action in separation as
 to property against her said husband.
 CHAS. C. CABANA,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 5th June, 1903. 2064

Dame Laura Lillian Foster, of Coaticook, in the
 district of Saint Francis, wife of John William
 McNicol, of the city of Sherbrooke, in the said dis-
 trict, clerk, has, this day, sued her said husband for
 a separation of property, before the superior court
 for the district of Saint Francis, as No. 48.
 W. L. SHURTLEFF,
 Attorney for plaintiff
 Coaticook, 1st June, 1903. 2058

Province of Quebec, }
 District of Saint-Hyacinth. } *Superior Court.*
 Dame Melvina Chenette, of the city and district of
 Saint Hyacinth, wife common as to property of
 Pierre Pelletier, carpenter, of the same place,
 Plaintiff ;
 vs
 The said Pierre Pelletier, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted by plaintiff in this cause, against
 the defendant.
 V. ERNEST FONTAINE,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 5th June 1903. 2074

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 In the matter of Arthur & Côté, South Durham,
 P. Q., Insolvents.
 Notice is hereby given that, on 2nd July, 1903, by
 an order of the court, the undersigned was appointed
 curator to the property of the said insolvents,
 abandoned by them, for the benefit of their creditors.
 Sworn claims must be filed with me within thirty
 days from this notice.
 JOHN McD. HAINS,
 Curator.
 Fraser Building,
 43, Saint Sacrament street, Montreal.
 Montreal, 2nd July, 1903. 2310

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. E. Pâquet, marchand-tailleur,
 Grand'Mère, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 4 juillet 1903, par une ordonnance de la cour, nous, les soussignés, avons été nommés curateurs, aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

DAMPHOUSSE & PAGE,
 Curateurs.
 Grand'Mère, 7 juillet 1903. 2319

Règle de Cour

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 6562.
 William L. Hibbard, Demandeur ;

vs.

François Plouffe, ci-devant hôtelier, de la ville de Farnham, district de Bedford, et maintenant des Etats-Unis d'Amérique, et Edouard Dextraze, de la paroisse de Saint-Grégoire, district d'Iberville, Défendeurs ;

et

Etienne Jetté *et al*, Tiers-saisis ;

et

Dame Rose *alias* Rosalie Ledoux, Mise-en-cause ;

et

Le dit demandeur, Contestant ;

et

Dame Nancy E. Buck, Demandeur par reprise d'instance ;

et

Divers, Opposants.

Vu l'allégation de déconfiture du défendeur, Edouard Dextraze, et le jugement interlocutoire de l'honorable juge Lynch, rendu le 30 juin dernier (1903), il est enjoint aux créanciers du dit défendeur, Edouard Dextraze, de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

LEONARD & NOYES,
 P. C. S.
 Sweetburg, 2 juillet 1903. 2325

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } HONORE GREGOIRE,
 No. 3645. } Demandeur ; contre PHILEAS GOBELL, Défendeur, savoir :

Le lot numéro vingt-un B (21 B), du cadastre officiel du neuvième rang de Shenley Sud—avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Honoré de Shenley, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
 Shérif.
 Bureau du Shérif,
 Village Saint-Joseph, Beauce, 4 juillet 1903. 2311

[Première publication, 11 juillet 1903.]

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of J. E. Pâquet, merchant tailor,
 Grand'Mère, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 4th of July, 1903, by an order of the court, the undersigned were appointed curators to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

DAMPHOUSSE & PAGÉ,
 Curators.
 Grand'Mère, 7th July, 1903. 2320

Rule of Court

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court*
 No. 6562.
 William L. Hibbard, Plaintiff ;

vs.

François Plouffe, heretofore hotel keeper, of the town of Farnham, in the district of Bedford, and now absent in the United States of America, and Edouard Dextraze, of the parish of Saint Gregoire, in the district of Iberville, Défendants ;

and

Etienne Jetté *et al*, Tiers-Saisis ;

and

Dame Rose *alias* Rosalie Ledoux, *Mise-en-cause* ;

and

The said Plaintiff, Contestant ;

and

Dame Nancy E. Buck, Plaintiff *par reprise d'instance* ;

and

Divers, Opposants.

Seeing the allegation of the insolvency of the said defendant, Edouard Dextraze, and the interlocutory judgment of Honorable Mr. Justice Lynch, rendered on the 30th day of June last (1903), the creditors of the said defendant, Edouard Dextraze, are ordered to file their claims within fifteen days from the first publication of the present notice.

LEONARD & NOYES,
 P. S. C.
 Sweetburg, 2nd July, 1903. 2326

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } HONORE GREGOIRE,
 No. 3645. } Plaintiff ; against PHILEAS GOBELL, Defendant, to wit :

Lot number twenty one B (21 B), of the official cadastre of the ninth range of Shenley South—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Honoré de Shenley, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
 Sheriff.
 Sheriff's Office,
 Village Saint Joseph, Beauce, 4th July, 1903. 2312

[First published, 11th July, 1903.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **DANS** l'affaire de ED-
District de Bedford. } **WARD BRADFORD**,
No 147. } du village de Granby, dans
le dit district, commerçant, créancier, Demandeur ;
et **WILLIAM T. B. McDONALD** et **PETER**
LARGIE, tous deux du village de Granby, dans le
dit district, ferblantiers, associés faisant affaires
dans le canton de Granby, dans le dit district,
comme tels en société sous le nom de "The Granby
Enamelware Works," débiteurs, Défendeurs, et le
dit Edward Bradford, curateur.

Un morceau de terre formant partie du lot numéro six cent vingt-huit (628), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Granby ; borné et décrit comme suit : commençant à un point sur les rives de la rivière Yamaska où la ligne ouest du lot numéro six cent vingt-huit-cent cinquante (628-150) si elle était prolongée vers le sud couperait la dite rivière ; de là, nord suivant le prolongement de la dite ligne jusqu'à une borne d'un piquet avec pierre planté sur le côté sud du chemin ; de là, suivant le dit chemin ouest, cent soixante et quinze pieds et six pouces à une borne semblable ; de là, avec une déviation gauche de soixante et douze degrés et trois quarts ou magnétiquement sud quatorze degrés et un quart ouest, cent soixante et neuf pieds jusqu'à une borne semblable plantée sur la ligne du rang entre les sixième et septième rangs ; de là, suivant la dite ligne du rang jusqu'à la rive de la rivière au point de départ, contenant un tiers d'un acre, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses et matériel consistant en machines et patrons nécessaires pour le travail de la factorie des défendeurs.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le **QUINZIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetburg, 3 juillet 1903. 2313
[Première publication, 11 juillet 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **JOHN MASSE**, du village
District de Bedford. } de Roxton Falls, dans le
No 7070. } district de Bedford, commer-
çant, y faisant affaires sous les nom et raison de **T.**
McGrail & Co., Demandeurs ; contre les terres et
tenements de **LOUIS GIRARD**, du canton de
Roxton, dans le dit district, Défendeur.

Ce morceau ou étendue de terre sis et situé dans le canton de Roxton, dans le comté de Shefford, dans le dit district de Bedford, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quarante-trois (243), conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, dans le district de Bedford, et formant partie du sixième rang, arpentage primitif du dit canton de Roxton—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, dans le village de Roxton Falls et district de Bedford, le **VINGT-DEUXIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetburg, 3 juillet 1903. 2315
[Première publication, 11 juillet 1903.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLICNOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **IN RE EDWARD BRAD-**
District of Bedford. } **FORD**, of the village of
No. 147. } Granby, in said district,
trader, creditors, Plaintiff ; and **WILLIAM T. B.**
McDONALD and **PETER LARGIE**, both of the
village of Granby, in said district, tinsmiths, partners,
doing business in the township of Granby, in
the said district, as such in partnership under the
name of "The Granby Enamelware Works," debtors
Defendants, and the said Edward Bradford, curator.

A certain piece of land forming part of lot number six hundred and twenty eight (628), of the official plan and book of reference of the said township of Granby ; bounded and described as follows : commencing at a point on the banks of the Yamaska river where the west line of lot number six hundred and twenty eight—one hundred and fifty (628-150) if produced towards the south would intersect said river ; thence, northerly following the prolongation of said line to a stake and stone boundary planted on the south side of the road ; thence, following said road westerly, one hundred and seventy five feet and six inches to a similar boundary ; thence, with a left deflection of seventy two and three quarters degrees or magnetically south fourteen and one quarter degrees west, one hundred and sixty-nine feet to a similar boundary planted on the range line between sixth and seventh ranges ; thence, following said range line to the bank of the river to the place of commencement, containing one third of an acre, more or less—together with the buildings and plant, consisting of machinery and patterns necessary for working factory of defendants.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on **FIFTEENTH** day of **AUGUST** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetburg, 3rd July, 1903. 2314
[First published, 11th July, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **JOHN MASSÉ**, of the
District of Bedford. } village of Roxton Falls,
No. 7070. } in the district of Bedford,
trader, doing business there under the name and
style of **T. McGrail & Co.**, Plaintiffs ; against the
lands and tenements of **LOUIS GIRARD**, of the
township of Roxton, in said district, Defendant.

That certain piece, tract and parcel of land lying and situate in the township of Roxton, in the county of Shefford, in the said district of Bedford, known and distinguished as being lot number two hundred and forty three (243), according to the official plan and book of reference of the said township of Roxton, in the district of Bedford, and forming part of the sixth range of the primitive survey of the said township of Roxton—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint Jean Baptiste de Roxton, in the village of Roxton Falls and district of Bedford, on the **TWENTY SECOND** day of **AUGUST** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetburg, 3rd July, 1903. 2316
[First published, 11th July, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**AME GEORGIANA
No 1625. } **D** CLERMONT, de la cité
et du district de Montréal, veuve de feu Dosithé
Rochon, en son vivant hôtelier, du village des Cas-
cades, dans le comté de Soulanges, Demanderesse ;
contre les terres et tènements de **WILLIAM**
ROCHON, électricien, du même lieu, Défendeur.

1° Un emplacement sis et situé au village de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil ; borné en front par la rue Saint-Michel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous le numéro soixante-deux (62).

2° Un autre emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par la dite rue Saint-Michel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous le numéro soixante-trois (63).

3° Un immeuble sis et situé au même lieu : borné en front par la dite rue Saint-Michel, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous le numéro soixante et quatre (64) ; tenant en avant à la dite rue Saint-Michel, d'un côté au lot numéro soixante et trois (63), de l'autre côté au surplus du lot numéro soixante et quatre (64), et en arrière à partie du lot numéro cent quatre-vingt-deux (182), contenant une perche et cent vingt-huit pieds en superficie.

4° Un emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Saint-Louis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous le numéro quatre-vingt-quatre (84).

5° Un autre emplacement sis et situé au même endroit ; borné en front par la dite rue Saint-Louis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous le numéro quatre-vingt-trois (83).

6° Un immeuble sis et situé au même endroit ; borné en front par la dite rue Saint-Louis, faisant partie du lot numéro quatre-vingt-deux (82), des plan et livre de renvoi officiels du dit village ; tenant, en avant, à la dite rue Saint-Louis, en arrière à la partie du numéro soixante-quatre (64), ci-dessus décrite, d'un côté au lot numéro quatre-vingt-trois (83), et de l'autre côté au résidu du dit lot numéro quatre-vingt-deux (82), et contenant en superficie une perche et trente-six pieds.

Suivant jugement de l'honorable juge Taschereau, en date du 7 juillet 1903, les dits immeubles seront vendus en bloc, comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Montréal, 8 juillet 1903. 2323
[Première publication, 11 juillet 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Vaudreuil—
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **H**ONORE DENIS, mar-
No 18. } **H** chant, de la paroisse de
Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil, district
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements
de **ANDRE LEDUC**, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil, dans le rang

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respect v3 times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D**AME GEORGIANA
No. 1625. } **D** CLERMONT, of the
city and district of Montreal, widow of the late
Dosithé Rochon, in his lifetime hotel keeper, of
the village of Cascades, in the county of Soulanges,
Plaintiff ; against the lands and tenements of **WIL-**
LIAM ROCHON, electrician, of the same place,
Defendant.

1. A lot situate and being in the village of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil ; bounded in front by Saint Michel street, known and described on the official plan and book of reference of the said village as number sixty two (62)

2. Another lot situate and being at the same place ; bounded in front by the said Saint Michel street, known and described on the official plan and book of reference of the said village as number sixty three (63).

3. An immoveable situate and being at the same place ; bounded in front by the said Saint Michel street, forming part of the lot known and described on the official plan and book of reference of the said village as number sixty four (64) ; bounded in front by the said Saint Michel street, on one side by lot number sixty three (63), on the other side by the surplus of the lot number sixty four (64), and in rear by part of lot number one hundred and eighty two (182), containing one perch and one hundred and twenty eight feet in area.

4. A lot situate and being at the same place ; bounded in front by Saint Louis street, known and described on the official plan and book of reference of the said village as number eighty four (84).

5. Another lot situate and being at the same place ; bounded in front by the said Saint Louis street, known and described on the official plan and book of reference of the said village as number eighty three (83).

6. An immoveable situate and being at the same place ; bounded in front by the said Saint Louis street, forming part of lot number eighty two (82), of the official plan and book of reference of the said village ; bounded in front by the said Saint Louis street, in rear by the part of number sixty four (64), hereinabove described, on one side by lot number eighty three (83), and on the other side by the residue of the said lot number eighty two (82), containing in area one perch and thirty six feet.

Pursuant to the judgment of the Honorable judge Taschereau, dated the 7th of July, 1903, the said immoveables will be sold together (*en bloc*), as one and the same piece of land.

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 8th July, 1903. 2324
[First published, 11th July, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Vaudreuil.—District
of Montreal.

Montreal, to wit : } **H**ONORE DENIS, mer-
No. 18. } **H** chant, of the parish of
Saint Lazare, in the county of Vaudreuil, district
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tènements
of **ANDRE LEDUC**, farmer, of the same place, Defendant.

A land situate and being in the parish of Saint-Lazare, in the county of Vaudreuil, in the Sainte

Sainte-Angélique, côté nord, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-onze (491), de la contenance de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur; bornée en front par le chemin public du dit rang Sainte-Angélique—avec maison et autres bâties sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 16 juin 1903.

Député Shérif.
2133-2

[Première publication, 20 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } SAMUEL BELL, des cité
No 1432. } et district de Montréal,
gentilhomme, Demandeur; contre les terres et tènements de JOSHUA A. BELL, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en la ville de Westmount; borné en front par l'avenue Bellevue, connu et désigné sous le numéro sept (7), de la subdivision du lot numéro deux cent deux, de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (202-7-282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

2° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu; borné en front par l'avenue Bellevue, connu et désigné sous le numéro neuf, de la subdivision du lot numéro deux cent deux, de la subdivision de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (202-9-282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

3° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu; borné comme suit: au nord-ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-deux, au sud-est par le lot numéro cent soixante et dix-huit, au sud-ouest par le lot numéro cent quatre-vingts, et au nord-ouest par l'avenue Bellevue, lequel lot connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-un, de la subdivision de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

4° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu; borné en front par l'avenue Bellevue, connu et désigné sous le numéro six, de la subdivision du lot numéro deux cent deux, de la subdivision de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (202-6-282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

5° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu; borné comme suit: au nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt-cinq, au sud-est par le lot numéro cent quatre-vingt-trois, au sud-ouest par le lot numéro cent soixante et dix-huit, et au nord-ouest par l'avenue Bellevue, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-deux, de la subdivision de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

6° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu, et étant de formes irrégulières; et borné comme suit: au nord-est par les lots de subdivision deux cent vingt-deux et deux cent vingt-trois, au sud par l'avenue Bellevue, au sud-ouest par le lot de subdivision de partie de deux cent trente-neuf, et au nord-ouest par le lot de subdivision deux cent vingt-cinq de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux, connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-quatre de la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Angelique range, north side, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Lazare, as number four hundred and ninety one (491), containing three arpents in front by twenty arpents in depth; bounded in front by the public road of the said range Sainte Angélique—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office.

Montreal, 16th June, 1903.

Deputy Sheriff.

2134

[First published, 20th June, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } SAMUEL BELL, of the city
No. 1432. } and district of Montreal,
gentleman, Plaintiff; against the lands and tènements of JOSHUA A. BELL, of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the town of Westmount; bounded in front by Bellevue avenue, known and designated as number seven (7), of the subdivision of number two hundred and two, of part of the lot number two hundred and eighty two, (202-7-282), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

2. Another vacant lot of land, situate and being at the same place; bounded in front by Bellevue avenue, known and designated as number nine, of the subdivision of lot number two hundred and two of the subdivision of part of lot number two hundred and eighty two (No. 202-9-282), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

3. Another vacant lot of land, situate and being at the same place; bounded as follows, to wit: on the north west by lot number one hundred and eighty two, on the south east by lot number one hundred and seventy eight, on the south west by lot number one hundred and eighty, and on the north west by Bellevue avenue, which lot is known and designated as number one hundred and eighty one, of the subdivision of part of lot number two hundred and eighty two, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

4. Another vacant lot of land, situate and being at the same place; bounded in front by Bellevue avenue, known and designated as number six, of the subdivision of lot number two hundred and two, of the subdivision of part of lot number two hundred and eighty two (202-6-282), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

5. Another vacant lot of land, situate and being at the same place; bounded as follows: on the north east by lot number one hundred and eighty five, on the south east by lot number one hundred and eighty three, on the south west by lot one hundred and seventy eight, and on the north west by Bellevue avenue, known and designated as number one hundred and eighty two, of the subdivision of part of lot number two hundred and eighty two (282), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

6. Another vacant lot of land, situate and being at the same place, and being of irregular outlines; and bounded as follows: on the north east by subdivision lots two hundred and twenty two and two hundred and twenty three, on the south by Bellevue avenue, on the south west by the subdivision lot of part of two hundred and thirty nine, and on the north west by subdivision lot two hundred and twenty five of part of lot number two hundred and eighty two, known and designated as number two hundred and twenty four, of the subdivision of number two hundred and eighty two, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

7° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu; borné en front par l'avenue Bellevue, connu et désigné sous le numéro de la subdivision du lot numéro deux cent vingt (220), de la subdivision de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

8° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu; borné en front par l'avenue Bellevue, connu et désigné sous le numéro de subdivision deux cent vingt-trois (223), de la subdivision de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. B. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 juin 1903. Shérif, 2153-2
] Première publication, 20 juin 1903.

7. Another vacant lot of land, situate and being at the same place; bounded in front by Bellevue avenue, known and designated as subdivision number of lot number two hundred and twenty (220), of the subdivision of part of lot number two hundred and eighty two, of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal.

8. Another vacant lot of land, situate and being at the same place: bounded in front by Bellevue avenue, known and described as subdivision number two hundred and twenty three (223), of the subdivision of part of lot number two hundred and eighty two, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff Office, Montreal, 17th June, 1903. Sheriff, 2154
[First published, 20th June, 1903.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **D**A^{ME} LUCIE LAURIN, No 669. } marchande, du village de la Pointe à Gatineau, district d'Ottawa, veuve de Adolphe Villeneuve, en son vivant du même lieu, et faisant affaires sous le nom de A. Villeneuve, Demanderesse; contre WILLY HOMIER, ci-devant du canton de Templeton, dit district, mais maintenant absent de la province de Québec, Défendeur, à savoir:

La moitié indivise des droits de ce morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, comme la partie est de chacun des lots Nos deux et dix-neuf de l'île Kettle, dans le dit canton de Templeton, contenus ensemble vingt huit acres de terre en superficie, plus ou moins, bornée comme suit: 1° La dite partie est du lot No 2, au nord-ouest par la rivière Ottawa, au sud par la dite partie est du dit lot No 19, à l'est par le lot No 3, de la dite île Kettle, et à l'ouest par le résidu du dit lot No 2, la propriété de Frs. Lafontaine. 2° La dite partie est du dit lot No 19, au nord par la dite partie est du dit lot No 2, au sud par la dite rivière Ottawa, à l'est par le lot No. 18, de la dite île Kettle, et à l'ouest par le résidu du dit lot No 19, la propriété du dit Frs. Lafontaine.

Les dites deux parties des lots étant ci-devant connues comme lot lettre C, de la dite île Kettle, dans le dit canton de Templeton. La dite propriété est vendue sujette à une réclamation de \$75.00, en faveur de Washington J. Johnston, contre les dites deux parties des lots, aussi la réserve par le dit W. J. Johnston, d'un acre de terre et autres droits, tels que par acte passé devant Joseph Crevier, notaire, à la Pointe à Gatineau, le sixième jour de mai 1897, du dit Johnston au dit défendeur, et dûment enregistré.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le ONZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 4 juillet 1903. Shérif, 2211
Publication du 27 juin est nulle.

[Première publication, 11 juillet 1903.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **D**A^{ME} LUCIE LAURIN, mer- No. 669. } chant, of the village of Gatineau Point, district of Ottawa, widow of Adolphe Villeneuve, in his lifetime of the same place, and doing business under the name of "A. Villeneuve", Plaintiff; against WILLY HOMIER, formerly of the township of Templeton, said district, but now absent of the province of Quebec, Defendant, to wit:

The undivided half interest in that piece or parcel of land known and described according to the official plan and book of reference for the township of Templeton, in the district of Ottawa, as the east part of each of the lots Nos. two and nineteen of Kettle Island, in said township of Templeton, containing altogether twenty eight acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows: 1st. Said east part of lot No. 2, on the north west by the Ottawa river, south by said east part of said lot No 19, east by lot No. 3, of the said Kettle Island, and west by the remaining portion of said lot No. 2, the property of Frs. Lafontaine. 2nd. Said east part of lot No. 19, on the north by said east part of said lot No. 2, south by the said Ottawa river, east by lot No. 18, of said Kettle Island, and west by the remaining portion of said lot No 19, the property of said Frs. Lafontaine.

The said two parts of lots being formerly known as lot letter "C", of said Kettle Island, in said township of Templeton. The said property is sold subject to a claim of \$75.00, in favor of Washington J. Johnston, against the said two parts of lots, also the reservation by said W. J. Johnston, of an acre of land and other rights, as per deed passed before Joseph Crevier, notary, at Gatineau Point, the sixth of May, 1897, from said Johnston to said defendant, and duly registered.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the ELEVENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 4th July, 1903. Sheriff, 2212
First publication of the 27th June, 1903, is null.

[First published, 4th July, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **D**AME LUCIE LAURIN, No 675. } du village de la Pointe à Gatineau, district d'Ottawa, veuve de Adolphe Villeneuve, en son vivant du même lieu, et faisant affaires sous le nom de A. Villeneuve, Demanderesse ; contre **G**EOURGE HOMIER, ci-devant du canton de Templeton, dit district, mais maintenant absent de la province de Québec, Défendeur, à savoir :

La moitié indivise des droits de ce morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, comme la partie est de chacun des lots Nos deux et dix-neuf de l'Île Kettle, dans le dit canton de Templeton, contenant ensemble vingt huit acres de terre en superficie, plus ou moins, bornée comme suit : 1° La dite partie est du lot No 2, au nord-ouest par la rivière Ottawa, au sud par la dite partie est du dit lot No 19, à l'est par le lot No 3, de la dite Île Kettle, et à l'ouest par le résidu du dit lot No 2, la propriété de Frs. Lafontaine. 2° La dite partie est du dit lot No 19, au nord par la dite partie est du dit lot No 2, au sud par la dite rivière Ottawa, à l'est par le lot No 18, de la dite Île Kettle, et à l'ouest par le résidu du dit lot No 19, la propriété du dit Frs. Lafontaine.

Les dites deux parties des lots étant ci-devant connues comme lot lettre C, de la dite Île Kettle, dans le dit canton de Templeton. La dite propriété est vendue sujette à une réclamation de \$75.00, en faveur de Washington J. Johnston, contre les dites deux parties des lots, aussi la réserve par le dit W. J. Johnston, d'un acre de terre et autres droits, tels que par acte passé devant Joseph Crevier, notaire, à la Pointe à Gatineau, le sixième jour de mai 1897, du dit Johnston au dit défendeur, et dûment enregistré.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le ONZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures ET QUART de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 4 juillet 1903. Shérif. 2213

Publication du 27 juin est nulle.

[Première publication, 11 juillet 1903.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **T**ERRIERS et **H**ÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS*Cour de Circuit.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **M**AXIME GIGUERE, Deman- No 10. } deur ; contre **J**OSEPH LOZEAU, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Marcel, en la deuxième concession, étant partie du lot numéro soixante et treize (pt. No 73), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Marcel, contigu au lot No 74, de soixante et cinq de front sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Marcel, le **V**INGT-**D**EUXIEME jour du mois de **J**UILLET prochain, à **D**IX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 15 juin 1903. Shérif. 2121-2

[Première publication, 20 juin 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **D**AME LUCIE LAURIN, of No. 675. } the village of Gatineau Point, district of Ottawa, widow of Adolphe Villeneuve, in his lifetime of the same place, and doing business under the name of A. Villeneuve, Plaintiff; against **G**EOURGE HOMIER, formerly of the township of Templeton, said district, but now absent from the province of Québec, Defendant, to wit :

The undivided half interest in that piece or parcel of land known and described according to the official plan and book of reference for the township of Templeton, in the district of Ottawa, as the east part of each of the lots Nos. two and nineteen of Kettle Island, in said township of Templeton, containing altogether twenty eight acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows: 1st. Said east part of lot No. 2, on the north west by the Ottawa river, south by said east part of said lot No. 19, east by lot No. 3, of said Kettle Island, and west by the remaining portion of said lot No. 2, the property of Frs. Lafontaine. 2nd. Said east part of lot No. 19, on the north by said east part of said lot No. 2, south by the said Ottawa river, east by lot No. 18, of said Kettle Island, and west by the remaining portion of said lot No. 19, the property of said Frs. Lafontaine.

The said two parts of lots being formerly known as lot letter "C", of said Kettle Island, in said township of Templeton. The said property is sold subject to a claim of \$75.00, in favor of Washington J. Johnston, against the said two parts of lots, also the reservation by said W. J. Johnston, of an acre of land and other rights, as per deed passed before Joseph Crevier, notary, at Gatineau Point, the sixth of May, 1897, from said Johnston to said defendant, and duly registered.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the **E**LEVENTH day of **A**UGUST next, at a **Q**UARTER **P**AST **T**EN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 4th July, 1903. Sheriff. 2214

First publication of the 27th June, 1903, is null.

[First published, 11th July, 1903.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **L**ANDS and **T**ENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.*Circuit Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **M**AXIME GIGUERE, Plaintiff ; No. 10. } against **J**OSEPH LOZEAU, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint-Marcel, in the second concession, being part of lot number seventy three (No. 73), of the official cadastre of the said parish of Saint-Marcel, adjoining lot No. 74, of sixty-five feet in front by one hundred and twenty five feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Marcel, on the **T**WENTY **S**ECOND day of the month of **J**ULY next, at **T**EN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 15th June, 1903. Sheriff. 2122

[First published, 20th June, 1903.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **E**LLIE HARVEZ, marchand,
No. 15. } de la Malbaie ; contre JOSEPH DEMEULES, fils de feu David, ci-devant de la Malbaie, et maintenant absent de cette province, à savoir :

Un emplacement contenant cinquante pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, et faisant partie des lots numéros cinq cent soixante (560) et cinq cent soixante-un (561), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie ; borné en front au sud-est au chemin public, au sud-ouest à la partie des dits lots, possédée par Adeline Belleville, au nord-ouest par partie du dit lot cinq cent soixante un (561), possédée par Jean Tremblay, et au nord-est par un chemin public. Le dit emplacement détenu à titre d'emphytéotique et sujet au paiement d'un canon emphytéotique de cinq piastres par année, et aux charges et conditions stipulées dans un bail consenti le vingt-sept février mil huit cent quatre-vingt-quatre, par Adeline et Olivette Belleville à Séverin Brassard, devant C. Cimon, notaire, et enregistré dans le bureau d'enregistrement de la première division du comté de Charlevoix, registre A, volume 12, page 309, numéro 10191—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la paroisse de la Malbaie, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 6 juillet 1903. 2317
[Première publication, 11 juillet 1903.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **I**N RE J. H. LARO-
No. 124. } CHELLE ; contre THEOPHILE LEMIRE, Failli, et Vital Elzéar Paradis, curateur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Jacques des Piles, faisant partie des numéros cent quinze (115) et cent quinze A (115 A), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Radnor, désigné comme suit, savoir : de quarante-cinq pieds de front sur cinquante-cinq pieds de profondeur ; borné devant à la rue longeant la ligne du chemin de fer, en arrière à Michel Bourassa, d'un côté vers le nord à Emery Dontigny, et de l'autre côté vers le sud au dit Bourassa—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHAS. DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 juin 1903. 2181
[Première publication, 20 juin 1903.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **E**LLIE HARVEZ, merchant,
No. 15. } of Malbaie ; against JOSEPH DEMEULES, son of the late David, formerly of Malbaie, and now absent from this province, to wit :

A lot containing fifty feet in front by seventy five feet in depth, and forming part of lots numbers five hundred and sixty (560) and five hundred and sixty one (561), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de la Malbaie ; bounded in front to the south east by the public road, on the south west by the part of the said lots, held by Adeline Belleville, to the north west by part of said lot five hundred and sixty one (561), held by Jean Tremblay, and on the north east by a public road. Said lot held under an emphyteutic lease and subject to the payment of an emphyteutic rent of five dollars a year, and subject to the charges and conditions stipulated in a lease passed on the twenty seventh of February, one thousand eight hundred and eighty four, by Adeline and Olivette Belleville to Severin Brassard, before C. Cimon, notary, and registered in the registry office of the first registration division of the county of Charlevoix, register A, volume 12, page 309, number 10191— with buildings.

To be sold at my office, in the court house, in the parish of la Malbaie, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 6th July, 1903. 2318
[First published, 11th July, 1903.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **I**N RE J. H. LARO-
No. 124. } CHELLE ; against THEOPHILE LEMIRE, Insolvent, and Vital Elzéar Paradis, curator.

A lot situate in the parish of Saint Jacques des Piles, forming part of numbers one hundred and fifteen (115) and one hundred and fifteen A (115 A), on the official plan and book of reference of the township Radnor, described as follows, to wit : forty five feet in front by fifty five feet in depth ; bounded in front by the street running along the railway line, in rear by Michel Bourassa, on one side to the north by Emery Dontigny, and on the other side to the south by the said Bourassa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques des Piles, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 17th June, 1903. 2182
[First published, 20th June, 1903.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du trente juin 1903, de nommer Messieurs Bernard Sage, cultivateur et maire du canton de Hincks, Lac Sainte-Marie; Andrew Pritchard, commerçant, du canton de Hincks, Kazubazua; Thomas Andrew Stevenson, cultivateur et préfet du comté de Wright, Wakefield; James Martin, cultivateur, du canton de Maniwaki, Maniwaki; Archibald Stewart McLaurin, cultivateur et maire de East Templeton; Hormisdas Beauchamp, cultivateur, de East Templeton, Sainte-Rose de Lima, et Henry William McNally, cultivateur et maire du canton Aylwin, Aylwin; commissaires *per dedimus potestatem* pour le district d'Ottawa, conformément aux dispositions de l'article 605, des S. R. P. Q. 2339

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth June, 1903, to appoint Messrs Bernard Sage, farmer and mayor of the township of Hincks, Lake Saint Mary, Andrew Pritchard, trader, of the township of Hincks, Kazubasua; Thomas Andrew Stevenson, farmer and warden of the county of Wright, Wakefield; James Martin, farmer, of the township of Maniwaki, Maniwaki; Archibald Stewart McLaurin, farmer and mayor of East Templeton; Hormisdas Beauchamp, farmer, of East Templeton, Sainte-Rose de Lima, and Henry William McNally, farmer and mayor of the township Aylwin, Aylwin; commissioners *per dedimus potestatem* for the district of Ottawa, pursuant of the provisions of article 605, R. S. P. Q. 2340

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1972.

Eugénie Callewaert, épouse commune en biens d'Albert Ghysens, agent, des cité et district de Montréal, Demanderesse;

vs.

Albert Ghysens, agent, de la dite cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 30 juin dernier (1903), contre le défendeur.

CLOVIS LAPORTE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 9 juillet 1903. 2337

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1972.

Eugenie Callewaert, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Ghysens, agent, of the same place, Plaintiff;

vs.

The said Albert Ghysens, agent, of the same place, Defendant.

The said plaintiff has, the 30th day of June last (1903), instituted an action in separation as to property against her said husband, the defendant.

CLOVIS LAPORTE,
Attorney of the plaintiff.

Montreal, 9th July, 1903. 2338

Miscellaneous Notices

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Jean-Baptiste Trahan, Montréal, Failli.

Avis est donné, que le neuvième jour de juillet 1903, les soussignés ont été nommés par une ordonnance de la cour, curateurs conjoints aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 9 juillet 1903. 2335

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Jean Baptiste Trahan, Montreal, Insolvent.

Notice is given that by order of the court, on the ninth day of July, 1903, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the insolvent, who has made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested on oath, must be filed in our hands, within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

2 Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 9th July, 1903. 2336

Bankrupt Notices

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 28.*

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS.—Bedford, comté de Missisquoi, 1200.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 1199.

AVIS :—Assemblée des examinateurs du Conseil de l'Instruction Publique, 1201 ; Demande pour acte de vente :—Compagnie de Cimetière du Petit Métis, 1205 ; Examen des candidats pour licence de mesureurs de bois, 1202.

AVIS DE CANCELLATION :—*Cantons de* :—Armand, 1201 ; Demeules, 1201 ; Pelletier, 1201 ; Taillon, 1201 ; Tremblay, 1201.

BILLS PRIVES, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1203 ; Conseil législatif, 1202.

FAILLIS :—Arthur & Côté, 1207 ; Paquet, 1208 ; Trahan, 1215.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—De Louis Moisan en faveur de Jean Joseph Lavoie, 1201.

NOMINATIONS :—*Commissaires d'écoles* :—Comté de Québec, 1299.

Commissaire per dedimus potestatem :—District d'Ottawa, 1215.

Greffier, cour de circuit :—Comté de Bagot, 1200.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 1200.

RÈGLE DE COUR :—Hibbard vs Plouffe *et al*, 1208.

SÉPARATIONS DE BIENS :—*Dmes Callewaert vs Ghyssens*, 1215 ; *Champagne vs Nadeau*, 1207 ; *Chenette vs Pelletier*, 1207 ; *Durand vs Vachon*, 1206 ; *Forget vs Lefebvre*, 1206 ; *Foster vs McNicol*, 1207 ; *Lavoie vs Champagne*, 1206 ; *Martineau vs Corbeil*, 1206 ; *Poulin vs Bouchard*, 1206 ; *Quesnel vs Legault*, 1207 ; *Rivard vs Houle*, 1206.

VENTES PAR LES SHERIFFS

BEAUCE :—Grégoire vs Gobeil, 1208.

BEDFORD :—Bradford vs McDonald *et al*, 1209 ; Massé vs McGrail & Co., 1209.

MONTREAL :—Bell vs Bell, 1211 ; Clermont vs Rochon, 1210 ; Denis vs Leduc, 1210.

OTTAWA :—Dme Laurin vs G. Homier, 1212 ; Dme Laurin vs W. Homier, 1213.

RICHELIEU :—Giguère vs Lozeau, 1213.

SAGUENAY :—Harvey vs Demeules, 1214.

TROIS-RIVIÈRES :—Larochelle vs Lemire, 1214.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 28.*

MUNICIPALITIES ANNEXED :— Bedford, county of Missisquoi, 1200.

ADVERTISERS :—*Notice to* :— Respecting notices, &c., 1199.

NOTICES :—Meeting of the examiners of the Council of Public Instruction, 1201 ; Application for a deed of sale :—Cemetery Company of Little Metis, 1205 ; Examination of candidates for license as lumber cullers, 1202.

NOTICES OF CANCELLATION :—*Townships of* :— Armand, 1201 ; Demeules, 1201 ; Pelletier, 1201 ; Taillon, 1201 ; Tremblay, 1201.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :— Legislative Assembly, 1208 ; Legislative Council, 1202.

INSOLVENTS :—Arthur & Côté, 1207 ; Paquet, 1208 ; Trahan, 1215.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Louis Moisan in favor of Jean Joseph Lavoie, 1201.

APPOINTMENT :—*School commissioners* :—County of Quebec, 1199.

Commissioner per dedimus potestatem :—District of Ottawa, 1215.

Clerk, circuit court :—County of Bagot, 1200.

PROCLAMATION.—Parliament convoked, 1200.

RULE OF COURT :—Hibbard vs Plouffe *et al*, 1208.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :—*Dmes Callewaert vs Ghyssens*, 1215 ; *Champagne vs Nadeau*, 1207 ; *Chenette vs Pelletier*, 1207 ; *Durand vs Vachon*, 1206 ; *Forget vs Lefebvre*, 1206 ; *Foster vs McNicol*, 1207 ; *Lavoie vs Champagne*, 1206 ; *Martineau vs Corbeil*, 1206 ; *Poulin vs Bouchard*, 1206 ; *Quesnel vs Legault*, 1207 ; *Rivard vs Houle*, 1206.

SHERIFFS' SALES

BEAUCE :—Grégoire vs Gobeil, 1208.

BEDFORD :—Bradford vs McDonald *et al*, 1209 ; Massé vs McGrail & Co., 1209.

MONTREAL :—Bell vs Bell, 1211 ; Clermont vs Rochon, 1210 ; Denis vs Leduc, 1210.

OTTAWA :—Dme Laurin vs G. Homier, 1212 ; Dme Laurin vs W. Homier, 1213.

RICHELIEU :—Giguère vs Lozeau, 1213.

SAGUENAY :—Harvey vs Demeules, 1214.

THREE RIVERS :—Larochelle vs Lemire, 1214.